

# LUTTE DE CLASSE

**Pour le POUVOIR des TRAVAILLEURS**

NOVEMBRE 1971

## LA GRÈVE AU MÉTRO

Pendant dix jours au début du mois d'octobre la grève des conducteurs du métro a fait beaucoup de bruit, la détermination des travailleurs s'étant opposée à une large campagne "d'opinion publique" lancée par la presse et les représentants du patronat. En dépit de ses insuffisances ce mouvement manifeste certains aspects caractéristiques de la situation actuelle, de la conscience de lutte des travailleurs et du comportement du patronat.

En effet, au premier abord, on a pu être surpris devant la contradiction existant entre la forte combativité des conducteurs et leur incapacité à dépasser une simple volonté de lutte. Ils ont d'abord manifesté leur cohésion en participant massivement à la grève, seules six à huit rames sur plus de trois cents ont roulé, et en participant massivement aux assemblées syndicales où ils rejetèrent en bloc les propositions des dirigeants syndicalistes et de la direction de la RATP. Ils ne se sont pas laissés tromper par les tentatives de division en acceptant une solution partielle. Ils ont continuellement exigé une satisfaction totale de leurs revendications.

Cependant, les objectifs de la grève furent des éléments importants de la faiblesse du mouvement. Les revendications ont porté sur des questions catégorielles qui n'intéressaient que les conducteurs, qu'il s'agisse de la classification dans la grille des salaires ou des problèmes de l'automatisation de la conduite des rames.

...../

Pourtant ces questions sont liées à un problème d'ensemble qui peut parfaitement réunir tout le personnel du Métro. En effet, l'automatisation atteint tous les travailleurs et la nouvelle grille de la direction de la RATP ne vise qu'à restreindre l'éventail de la hiérarchie ouvrière, à uniformiser la déqualification des travailleurs conformément à la rationalisation. Mais les conducteurs ont insisté sur l'aspect particulier de leur déqualification et se sont ainsi isolés de l'ensemble des employés du Métro qui pouvaient mener une lutte plus payante contre les conséquences de l'automatisation.

Les syndicats ont d'ailleurs découragé toute tentative d'unité. Le syndicat-maison autonome fidèle à ses habitudes de division (depuis 1947 il n'a lancé que quatre grèves chez les conducteurs et ne s'est jamais associé aux grèves de tout le personnel) est allé jusqu'à menacer de cesser la grève si les autres travailleurs du Métro avaient rejoint les conducteurs. Quant à la CGT et la CFDT, après un vote des chefs de train favorable à 55 % à la grève, elles ont purement et simplement estimé que la majorité était insuffisante pour étendre le mouvement à cette catégorie, donnant par là même un exemple parfait de ce qu'est la démocratie syndicale. A cela il faut ajouter la confiance manifestée à l'égard des organisations syndicales, même lorsque ces dernières ont été conspuées pour avoir présenté des résultats partiels et proposé une reprise du travail. Tout en désavouant les bureaucrates, la base s'est encore fiée à eux pour la suite de l'action, leur abandonnant toute responsabilité. Elle aura à ce sujet une amère déception quand en dépit d'un vote quasi unanime en faveur de la grève, les organisations lanceront un mot d'ordre de reprise et briseront le mouvement.

Enfin, il faut noter que les syndicats ne se sont pas fait faute de mettre en valeur le mythe de l'opinion publique auprès des conducteurs. L'Humanité du 14 octobre 1971 est à ce sujet riche d'enseignement. On pouvait y lire "Il est certain qu'il n'y a plus de mouvement revendicatif important possible de nos jours plus qu'autrefois, sans l'appui, l'adhésion de l'opinion publique". Mais précisément cette "opinion publique" c'était avant tout la presse qui affirmait la colère des Parisiens, c'était le CNPF qui criait au scandale, les CDR qui pleurnichaient sur le sort du petit peuple, quelques députés en mal de supprimer le droit de grève ou enfin Chaban-Delmas sermonnant les conducteurs de ne pas obéir aux directives de leurs organisations syndicales. Devant ces appels à la colère les usagers ont en fait manifesté une indifférence en opposition avec les hurlements de la bourgeoisie. Précisons que des conducteurs avaient proposé lors d'une assemblée de transporter les usagers deux heures le matin et deux heures le soir gratuitement et l'inter-syndicale s'y est opposée privant les travailleurs d'une arme importante.

Les syndicats ont ainsi contribué à véhiculer les illusions que l'idéologie bourgeoise répand parmi les travailleurs : esprit de caste au détriment d'une véritable conscience de classe, délégation de pouvoir et crainte du qu'en-dira-t-on ? Mais ce qui est frappant dans cette grève c'est la difficulté, qu'ils n'ont pas surmontée, à sauver la face. La presse a fait une large place aux descriptions de l'écœurement des conducteurs. Ces derniers feraient même circuler une pétition demandant qu'il n'y ait plus de permanents.

.... /

Cette attitude des bureaucraties s'explique par l'étroitesse de la marge de manœuvre dont elles disposent face à un patronat qui, dans le contexte de la crise, ne peut plus donner que des miettes et la combativité de la base. Remettre en cause l'ensemble de la grille des salaires c'était dans le contexte de la RATP remettre en cause la rationalisation, ce qui n'était pas concevable du point de vue du patronat. Mais aussi cette grève aurait pu coûter cher à l'industrie de la région parisienne. Plus de huit millions d'heures de travail ont été perdues. Enfin, il faut ajouter le désir des capitalistes de mettre un frein aux luttes ouvrières qui approfondissent la crise actuelle. Le patronat a vu dans la grève du métro une occasion de passer à l'offensive et de décourager l'ensemble des travailleurs.

Savoir si l'entreprise a réussi est difficile à dire à présent. La situation de classe semble stagner depuis plusieurs mois. Mais rien non plus ne permet d'affirmer que la classe ouvrière a définitivement baissé les bras même si elle semble ne pas très bien savoir où aller et comment y aller.

Il reste, au regard de cette grève : qu'entre la peur de l'"opinion publique" et l'illusion syndicale il y a place pour l'initiative et l'expérience de l'organisation autonome par les travailleurs eux-mêmes.

# GREVE SAUVAGE EN EGYPTE

Dans le dernier numéro de Lutte de Classe, à propos de l'article "Les travailleurs et la crise du capitalisme" nous citons l'exemple d'une grève qui avait éclaté aux aciéries d'Hérouan en Egypte. Peu d'informations avaient filtré sur ce conflit mais depuis, on en sait un peu plus (notamment Le Monde du 2 octobre).

Le 21 août dernier, la gigantesque aciérie d'Hérouan est paralysée par la grève sauvage des dix mille travailleurs unanimes qui y sont employés. L'usine est occupée, l'organisation des travailleurs est remarquable, coordonnée par un comité clandestin dont on ignore bien évidemment le mode de formation et de fonctionnement. Les délégués du ministère de l'Industrie, puis ceux de l'Intérieur et le secrétaire général de la CGT, qui tentent de parlementer sont successivement séquestrés. Les travailleurs exigent que les revendications toutes d'ordre matériel mais dont on ignore le contenu, soient satisfaites rapidement.

.../

Comme l'usine a été immédiatement entourée par des blindés - blindés russes bien entendu (ces derniers ont déjà donné toute satisfaction contre les travailleurs en 1953 à Berlin, en 1956 à Budapest, en 1968 à Prague, en 1970 à Gdansk) - et d'imposantes forces de police, les travailleurs menacent d'éteindre les hauts-fourneaux si on tente de les expulser. La solidarité des autres usines d'Hérouan, banlieue située à une vingtaine de kilomètres du Caire et où sont concentrés quelques deux cent mille travailleurs, va être déterminante. Devant la combativité des ouvriers et la menace d'une extension du conflit, le gouvernement capitule au bout de 32 heures. Ce n'est que quelque temps après, lorsque tout est rentré dans l'ordre, que le gouvernement, qui n'a pas digéré la pilule, prendra de sévères sanctions, jetant dans ses prisons les ouvriers les plus combattifs.

Les causes du conflit sont simples. Depuis son instauration, il y aura bientôt vingt ans, le régime nassérien, après avoir liquidé les vestiges du féodalisme (caste des pachas et grands propriétaires fonciers) entreprend la transformation de l'Égypte de pays sous-développé en pays moderne, industriel. L'état et le parti unique qui en a la direction, vont assurer l'accumulation intensive du capital. Ils nationalisent les grandes entreprises capitalistes, industrielles et commerciales, en même temps que s'accroît l'exploitation du travail. L'écart se creuse entre les travailleurs, proches de la misère, et la bureaucratie. L'éventail des salaires est énorme: de 1 à 33 dans le secteur public et l'administration, de 1 à 55 dans l'industrie. Une nouvelle classe d'exploiteurs prend la relève de l'ancienne qui a fait son temps: elle est tout aussi avide; selon le ministère égyptien de la planification lui-même, 2,5 % des Égyptiens s'approprient 24 % du revenu national et 10 % de la population absorbent 54 % des produits de consommation courante. Comme cela se passe dans la plupart des pays capitalistes d'état, de l'URSS à l'ALGERIE, tout cela est baptisé "socialiste" (le parti unique est l'Union socialiste arabe) dans l'espoir que les travailleurs ainsi abusés accepteront mieux de travailler et de se serrer la ceinture pour la patrie "socialiste".

La rapacité de la nouvelle classe, à laquelle s'ajoute son incapacité d'organiser un état moderne amènent l'Égypte au bord de la faillite. C'est pour faire face à une situation intérieure catastrophique que Nasser se lance dans la guerre contre Israël. La lutte de classe qui menaçait d'exploser est refoulée par le nationalisme arabe que Nasser exploite jusqu'au fanatisme, la défense de la patrie permettant d'exiger des travailleurs de nouveaux sacrifices encore plus lourds. A cet égard, la grève d'Hérouan, qui semble-t-il, n'est pas un événement isolé, d'autres luttes ayant éclaté en province et dans les campagnes, est significative. Elle marque le début d'une prise de conscience par les travailleurs égyptiens que cette guerre n'est pas leur affaire et que leurs véritables ennemis ce sont ceux qui les exploitent quel que soit le "socialisme" derrière lequel ils s'abritent. Il est d'ailleurs intéressant de constater que le même processus se déroule en Israël. Comme la bureaucratie égyptienne, le capitalisme israélien, grâce à la guerre nationaliste contre les pays arabes, a tenté de détourner la lutte de classe de ses objectifs propres. Or, depuis quelques années, de nombreuses grèves sauvages viennent à nouveau perturber gravement l'économie israélienne.

.../

Ainsi, malgré les tentatives de leurs dirigeants respectifs pour les dresser les uns contre les autres, les travailleurs israéliens et arabes, par leur lutte sur les lieux de travail, redécouvrent le visage de leurs exploités.<sup>(1)</sup>

Nasser, dit-on, avait réussi à orchestrer la lutte de classe au mieux des intérêts du capitalisme d'état, son successeur risque, lui, d'entendre une drôle de musique.

0 0

# UN BUREAUCRATE ÉTONNÉ

Mario DIDO, secrétaire confédéral de la CGT italienne (la CGIL à majorité communiste) a raconté ce qu'il a vu au retour d'un voyage d'étude en URSS dans une interview donnée à l'hebdomadaire italien "L'Espresso".

Ce qu'il a vu l'a stupéfié, il n'en revient pas. Il a, bien sûr, visité la fameuse usine d'automobiles construite par FIAT à Togliattigrad. Voici ce qu'il en dit :

"Rythmes de travail, prééminence absolue à la productivité, organisation, cadences : à Togliattigrad, il est impossible de savoir si l'on se trouve dans la patrie du socialisme ou à l'usine FIAT de Turin".

On comprend le désarroi de ce pauvre Mario. Si l'usine "socialiste" ressemble comme une soeur à l'usine capitaliste, où diable est donc caché le socialisme et comment expliquer cela aux travailleurs italiens ? Mais ce n'est pas le pire.

Passons sur la tristesse qui étreint le secrétaire syndical quand il reproche aux techniciens soviétiques de ne s'être informés des méthodes de gestion qu'auprès de la Direction de la FIAT sans même une petite visite à la C.G.I.L. qui aurait pu donner quelques tuyaux sur le caractère inhumain du travail chez FIAT. C'est çà le nouvel internationalisme prolétarien. .../

---

(1) Notons en passant le rôle contre-révolutionnaire des comités palestiniens recrutant des ouvriers arabes pour en faire soit les terroristes d'une guérilla sans fin, soit les soldats d'une prochaine guerre, solutions qui satisfont pleinement les deux capitalismes rivaux.

Le plus dur à avaler, c'est que la direction de la FIAT affirme maintenant que la lutte des travailleurs italiens, pour améliorer leurs conditions de travail, n'est pas justifiée.

En effet, de quoi se plaignent-ils ? Dans l'usine socialiste, tout cela est parfaitement normal. Et comble d'horreur, là-bas, le syndicat a pour rôle essentiel et officiel de stimuler le travail des ouvriers et à l'organiser de façon aussi efficace que possible.

Seuls s'étonneront encore ceux qui entretenaient quelques illusions sur le soi-disant socialisme en URSS.

Les travailleurs russes, comme leurs camarades européens sont dépossédés des moyens de production. Ils vendent leur force de travail contre un salaire à la classe des bureaucrates, l'état, et le parti, qui possèdent réellement les moyens de production, le pouvoir et les moyens de s'y maintenir, armée, police etc. Comme à l'Ouest, les bureaucrates du Kremlin doivent augmenter sans cesse la productivité du travail et ils viennent chercher auprès des capitalistes européens les plus dynamiques comme Fiat, des modèles d'exploitation la plus poussée.

Les rapports de production dans l'usine soviétique sont donc identiques à ceux qui existent dans n'importe quelle usine des pays de l'Ouest. Ils montrent sans équivoque possible, que les rapports de production en Russie sont des rapports capitalistes.

C'est au nom de ce soi-disant socialisme, en réalité capitalisme d'état que les travailleurs russes sont durement exploités sans même bénéficier des quelques libertés arrachées par les travailleurs occidentaux à leur bourgeoisie respective.

0  
0 0

.../

Dans le numéro précédent, nous avons cité la grève à l'usine Le Trappeur dans l'Isère. Une camarade de la région nous écrit pour donner des précisions sur cette lutte.

"L'action a été menée de façon permanente par des assemblées générales de grévistes (syndiqués et non syndiqués) la grève, l'occupation étant décidées par les travailleurs : les délégués étant partie intégrante de ces travailleurs.

"Le bureaucrate départemental du syndicat-chaussures qui est venu se proposer pour conduire la négociation avec la direction a été poliment mais fermement remercié.

"Quant aux autres "responsables" leur attitude a été diverse : très correcte pour le secrétaire CGT de l'union locale, dégueulasse pour d'autres : la démocratie ça ne consiste pas à laisser les travailleurs se mettre en grève illimitée, ... "Ce qu'il faut faire, c'est des grèves d'une heure, ça gêne plus le patron .... vous auriez dû nous demander notre avis ...." j'en passe. Les délégués de la boîte ? Ils se marraient en entendant ça, se contentant de constater que effectivement les uns et les autres n'avaient pas la même optique sur la démocratie syndicale.

"Si le Trappeur a dû canner, c'est parce qu'ils étaient isolés : la direction syndicale n'a fait aucune information sur les autres boîtes du département et organisé aucune solidarité financière.

"L'appui qu'a pu leur apporter notre comité inter-syndical de base (tracts, appel au fric, communiqué) était insuffisant.

"Dans ce cas là il faudrait une coordination des révolutionnaires au moins départementale : elle n'existe pas : nous ne pouvions pas jouer les conseillers et leur dire de tenir jusqu'à satisfaction complète."

Adresse postale uniquement :  
Jean COLIN - 75, rue Saint-Antoine - 75 - PARIS 4ème  
ne pas mentionner "Lutte de Classe".

# Où nous voulons en venir

## Capitalisme et bureaucratie

Partout dans le monde, sans aucune exception, la société est aujourd'hui divisée en deux classes irréductiblement opposées : celle des travailleurs, qui produit toutes les richesses, et celle des capitalistes, qui dispose de ces richesses et de la vie même des travailleurs.

Pour échapper à la crise mortelle qui les guette, les capitalistes ne peuvent qu'accroître sans cesse l'exploitation du travail. Mais celle-ci provoque la résistance des travailleurs, le déséquilibre de l'économie, et finalement la ruine des bases mêmes de la vie humaine.

C'est en vain que partis et syndicats continuent à prêcher la patience et la résignation, en échange de quelques miettes baptisées « niveau de vie ». La base de leur activité s'effondre, car les capitalistes n'ont plus guère de miettes à offrir.

Mais voici que de nouveaux dirigeants, soi-disant révolutionnaires, viennent tenter de relever ceux qui ont failli, promettant de guider la classe ouvrière vers son émancipation. En soumettant les travailleurs à une hiérarchie supplémentaire de chefs et de chéfaillons, ils ne font que compléter et renforcer le pouvoir du capital. La seule perspective qu'ils ouvrent, c'est celle du capitalisme d'Etat à la russe ou à la chinoise, avec une exploitation redoublée et le massacre de ceux qui résistent.

## Action de classe

En fait, seule la prise en mains par les travailleurs des armes et des instruments de production peut empêcher l'anéantissement de l'humanité. Mais cette solution ne peut venir que des travailleurs eux-mêmes, s'organisant entre eux à la base, sans stratèges ni chefs géniaux.

La route est ardue, jalonnée d'échecs et de défaites : soviets de Russie étouffés par les bolcheviks, conseils ouvriers d'Allemagne et de Hongrie noyés dans le sang, comités de shop stewards en Grande-Bretagne sans cesse menacés par la pénétration des rapports capitalistes.

Mais l'action autonome de la classe ouvrière ressurgit périodiquement, toujours plus puissante et plus étendue, que ce soit à travers les grèves dites « sauvages » ou à travers la formation de comités de base, malgré la répression conjuguée du patronat et de la bureaucratie syndicale.

Inutile donc d'attendre des sauveurs qui ne peuvent pas venir. Seul le développement des initiatives de la base pourra abattre l'exploitation. Et seule dès aujourd'hui l'action voulue et dirigée par les travailleurs eux-mêmes peut faire reculer le capital et défendre les intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière.

Dès maintenant, donc :

- toute décision sur les luttes ouvrières doit être prise par une assemblée des travailleurs concernés, après une discussion où tous auront la parole sur un pied d'égalité ;
- il est exclu d'élire des représentants ayant un pouvoir de décision quelconque — il ne peut être question que de délégués mandatés de façon précise pour une tâche bien déterminée ;
- la lutte doit être coordonnée par les délégués de la base et non par des bonzes inamovibles qui parlent au nom des travailleurs sans prendre leur avis.

## Regroupement des révolutionnaires

C'est pour répandre ces principes et aider matériellement à leur mise en pratique que les travailleurs les plus combatifs et les plus lucides doivent aujourd'hui se grouper, sans distinction de nationalité ou de profession, pour contester dans les faits le droit divin des dirigeants.

La tâche à accomplir est immense :

- rompre l'isolement des minorités « gauchistes » qui existent un peu partout ;
- créer les liaisons qui aideront la classe ouvrière à organiser elle-même son action ;
- interpréter et diffuser largement les informations étouffées par la presse bourgeoise et bureaucratique ;
- appuyer, par la propagande et par l'action, les luttes engagées par les travailleurs.

Il ne s'agit pas de former de nouveaux dirigeants, un nouveau parti ou un nouveau syndicat. L'organisation révolutionnaire — indispensable pour éviter la dispersion des efforts — n'aura ni hiérarchie, ni organes de direction spécialisés, les décisions étant prises par l'ensemble des militants.

Loin de prétendre faire la révolution à la place des travailleurs, il s'agit au contraire de leur faire mieux connaître la possibilité qu'ils ont de se libérer par leurs propres moyens de l'esclavage capitaliste.

GRUPE DE LIAISON POUR L'ACTION DES TRAVAILLEURS (G.L.A.T.).